

PA

1368

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010159890

à l'usage de la presse

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES ET JURIDIQUES

SUR

L'ARTICLE 90

DE NOTRE

CONSTITUTION CANTONALE



SION
CHANCELLERIE ÉPISCOPALE
—
1919

Autr ex. : Ds

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES ET JURIDIQUES

SUR

L'ARTICLE 90

DE NOTRE

CONSTITUTION CANTONALE



R273966760

SION
CHANCELLERIE ÉPISCOPALE

1919

PA 1368



98M

En 1917, on avait proposé au Grand Conseil de biffer l'article 90 de notre constitution cantonale. Le haut Conseil d'Etat en référa à Monseigneur Abbet, de regrettée mémoire, afin de connaître son appréciation à ce sujet. Monseigneur Abbet soumit la question au vénérable Chapitre. Celui-ci vient de se prononcer sur cette importante question et m'a communiqué par écrit le résultat de son étude.

La décision de savoir si nous voulons biffer l'article 90 ou le conserver dans sa teneur actuelle étant de haute importance pour tout le clergé du Valais, je désire que dans tous les décanats on discute la question. Pour faciliter la tâche, j'ai cru opportun de faire remettre à tous nos vénérés confrères les deux dissertations suivantes que le vénérable Chapitre m'a transmises.

Dans une assemblée de délégués du clergé valaisan qui se réunira à Sion, la première semaine de novembre, la question sera encore une fois discutée et définitivement résolue.

Sion, le 22 septembre 1919.

† **Victor Bieler,**
Evêque de Sion.

I.

La première constitution du canton du Valais, élaborée systématiquement, date du 3 mars 1798. Déjà elle contenait une disposition déclarant incompatibles les fonctions ecclésiastiques et civiles. L'article 37 s'exprime ainsi : „Les ecclésiastiques ne peuvent exercer les fonctions politiques, ni prendre part aux assemblées primaires.“

Cette constitution est l'œuvre de M. A. Mangourit, résident de la République française en Valais. Il le déclare lui-même : „J'ai donné quatre jours aux districts du Haut-Valais pour accepter une constitution que j'ai composée sur les mesures françaises et helvétiques.“

Du 15 avril 1798 au 27 août 1802, le Valais, simple canton de la République helvétique, n'avait pas de constitution propre. Il ne formait alors qu'un district administratif de l'Helvétique et était régi par la constitution helvétique.

L'article 26 de la constitution exclut les ecclésiastiques des fonctions politiques et leur refuse l'exercice des droits politiques.

Sur l'ordre de Napoléon Bonaparte, premier consul de France, le Valais fut séparé de la Suisse en 1802 et proclamé république indépendante. La constitution du 30 août de la même année fut l'œuvre du consul de France et ne put être discutée par la diète du Valais que pour la forme.¹⁾

L'article 20 déclare les fonctions ecclésiastiques incompatibles avec les fonctions civiles. L'article

¹⁾ Grenat, p. 368.

32 accorde au révérendissime évêque de Sion séance et voix délibérative à la diète.

Pour ce qui concerne l'instruction publique, l'article 53 statue simplement que l'un des conseillers d'Etat en est chargé.

Par décret de l'empereur Napoléon, en date du 15 novembre 1810, le Valais fut incorporé à l'Empire français sous le nom de département du Simplon et demeura français jusqu'à la fin de 1813. Après de longues délibérations qui durèrent plus d'une année, une nouvelle constitution vit le jour le 12 mai 1815. L'influence du dehors lui a donné son empreinte. Elle tient cependant compte, dans une plus large mesure que les constitutions antérieures, des besoins et des sentiments de la population valaisanne. L'article statuant l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques et civiles fut complètement éliminé; l'évêque de Sion a séance et voix délibérative à la diète, sa voix a la valeur de celle d'un dizain et compte pour 4 voix. (Art. 19).

Relativement à l'instruction publique, l'article 56 met à la charge de l'Etat les frais des collèges de Sion, Brigue et St-Maurice.

Dès l'année 1820 se dessine un mouvement en faveur d'une revision de la constitution de 1815; mais la revision ne fut décidée par la diète qu'en automne de l'année 1838. Le 3 janvier 1839, une commission de treize membres devait se réunir à Sion pour délibérer sur la nouvelle constitution. L'évêque et le haut clergé du diocèse avaient déjà pris position en présence de la question si importante de la modification de la constitution. Dans une circulaire du 12 juillet 1838, Monseigneur

Maurice-Fabien Roten avait attiré l'attention de ses prêtres sur la gravité de la situation. Le 4 janvier 1839, il réunit les représentants du clergé en sa résidence épiscopale. Après mûre délibération, l'ensemble du clergé adopta six points proposés par les prêtres du Bas-Valais, sur l'attitude du clergé de ce diocèse dans les circonstances actuelles et sur la part qu'il doit prendre aux changements projetés dans les institutions du pays. Voici les plus importants de ces articles :

a) „Le clergé doit veiller à ce que la constitution reconnaisse formellement que la religion catholique, apostolique et romaine, est la *seule* religion du canton et qu'elle *seule* a un culte. Il doit veiller aussi à ce que la loi lui assure son appui pour qu'elle soit respectée dans sa doctrine et dans son exercice.“

b) „Il doit demander que la constitution garantisse 1. les droits et les immunités ecclésiastiques; 2. les biens ecclésiastiques et les fondations pies; 3. les corporations religieuses existantes, avec la plénitude de tous leurs droits; 4. les droits de l'Eglise sur les écoles.“

c) „Il doit demander à être représenté à la diète cantonale et à la constituante, si celle-ci a lieu.“

d) „Les ecclésiastiques ne se croyant pas plus que les autres valaisans, *deshérités des droits de citoyens libres* (souligné dans l'original), loin de mettre des entraves aux corrections utiles à faire à la constitution sont, au contraire, disposés à accueillir toutes les améliorations propres à avancer le bien-être général du Valais.“

Les deux articles suivants demandent la publi-

cité pour ces délibérations et l'établissement d'un comité central de cinq membres. L'assemblée exige ensuite le maintien des quatre voix à la diète cantonale, reconnues jusque-là à l'évêque. Monseigneur veut bien consentir à ce qu'il soit déclaré membre-né de la diète avec un seul suffrage, se réservant toutefois la liberté de se faire représenter par un ecclésiastique de son diocèse. Les trois autres suffrages sont transportés à trois autres ecclésiastiques éligibles par le clergé.

Dans le comité central furent élus : Fr. Benjamin Filliez, prévôt du Grand-St-Bernard, président; Antoine de Preux, grand doyen; Berchtold, doyen de Valère; Stockalper, chanoine et curé de Sion; de Rivaz, chanoine et curé d'Ardon. Les secrétaires du comité central : Jean-Jules Paillet, professeur au séminaire; Ignace Mengis, chancelier épiscopal. Ces délibérations furent imprimées sous forme de manifeste, publiées le 7 janvier 1839 et remises par les chanoines Stockalper et de Rivaz à la commission de revision et au Conseil d'Etat.

Le 3 janvier 1839, la commission des treize se réunit, à Sion, pour élaborer une nouvelle constitution. L'accord n'ayant pu se faire sur le nombre des représentants des dizains dans le futur Grand Conseil, les délégués des dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre se retirèrent. Les représentants des sept autres dizains se constituèrent en assemblée constituante et élaborèrent la constitution du 30 janvier 1839.

L'article 21 de cette constitution accorde au clergé deux représentants au Grand Conseil; Monseigneur l'évêque et un délégué du clergé de la

partie du canton dont l'évêque n'est pas originaire. „Au moyen de cette représentation les ecclésiastiques ne sont éligibles à aucune autre fonction civile.“

L'article 3 maintient les droits du clergé séculier et régulier.

L'article 12 met à la charge de l'Etat les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, St-Maurice et Brigue.

L'article 13 prévoit l'établissement d'une école normale et d'une école moyenne.

Cette constitution du 20 janvier fut soumise à la votation populaire.

Le clergé ne fut pas d'accord sur cette constitution. Le comité central, élu le 4 janvier, publia, le 14 janvier 1839, une „adresse au peuple valaisan.“

La brochure expose d'abord l'influence bienfaisante du christianisme sur la prospérité des peuples et rappelle, l'histoire en main, qu'en Valais aussi le clergé avait toujours cherché le bien du peuple, et elle continue : „Comme donc le clergé du Valais, grâce à sa sagesse, sa sollicitude, son désintéressement et son patriotisme n'a pas à redouter la comparaison avec aucun autre corps social, et que soit le présent, soit le passé parlent en sa faveur, proclamant pour ainsi dire devant le monde entier son amour pour le bien-être moral et matériel du peuple, devrait-il, uniquement dans l'intérêt du peuple, avoir quelque hésitation, de manifester publiquement son déplaisir et son mécontentement de l'esprit de méfiance à son égard qui a trouvé place dans la nouvelle constitution, une méfiance

que les périodes oratoires et la main gantée d'un bulletin¹⁾ ne parviennent pas à dissimuler. Pourquoi y a-t-on réduit à la moitié le nombre des

¹⁾ Cette allusion se rapporte au No 5 du *Bulletin des séances de la constituante valaisanne*, dont voici la teneur :

„L'assemblée constituante devant prochainement s'occuper des suffrages à donner au clergé dans la représentation nationale, il devient utile de soumettre au pays et aux constituants quelques réflexions à ce sujet. La conduite, qu'a tenu le vénérable clergé du Valais dans les circonstances difficiles, où la Patrie s'est trouvée placée ces derniers temps, a profondément touché le peuple valaisan; il s'est réjoui de posséder des ministres du Seigneur, qui comprissent si bien la haute mission, le sublime état, auxquels la Providence les a destinés. Si, par le passé, quelques méfiances s'étaient élevées, quelques doutes répandus sur les sentiments de bienveillance et de charité, que le peuple attendait de leur part en retour du respect et de la vénération, qu'il n'a jamais cessé d'avoir pour eux, aujourd'hui ces préventions sont dissipées et il y a lieu d'espérer que la sainte religion catholique brillera d'un nouvel éclat dans son pays; guidé par un pieux sentiment, il craint et redoute tout ce qui peut affaiblir l'influence si salutaire de la religion, et il faut le dire, les trop grands pouvoirs politiques du clergé seraient une source funeste de méfiances futures.

La nation valaisanne conçoit une si haute idée du ministère de la religion qu'elle ne la croit point compatible avec des intérêts purement civils et matériels; elle serait facilement portée à craindre que cette influence civile n'eût lieu aux dépens de l'influence religieuse, dont elle a si grand besoin. La religion ne paraîtrait plus au Valais si belle, ni si grande, si ses ministres ne se montraient dégagés d'intérêts terrestres. C'est en la voyant telle, qu'il en concevra toute la splendeur, qu'il la chérira, qu'il la bénira dans ses jours de bonheur, qu'il l'implorera lorsque pressé par l'adversité, oublié de ses semblables, il lui montrera l'avenir, ce grand avenir, où toute justice sera rendue et où tous les titres des hommes se borneront à leurs bonnes œuvres. Ces secours, ces consolations, l'homme les attend par l'intermédiaire des ministres du Seigneur; s'il dût les voir occupés d'intérêts civils, il les regarderait trop comme ses semblables, sa confiance se perdrait, son amour tomberait dans le vide et l'amertume, il se porterait à croire qu'ils oublient leur grande mission. Sans doute, le vénérable clergé du Valais possède des hommes distingués, que la représentation nationale se ferait honneur de voir dans son sein, leur zèle et leurs lumières y seraient d'un grand prix, mais pour le bonheur du Valaisan, ils sont destinés à une plus grande œuvre, à une œuvre de consolation, à une œuvre de salut.“

NB. Rédacteur du *Bulletin*, Alphonse Morand.

suffrages que le clergé possédait jusqu'à ce jour dans la diète, réduction qui est en rapport inverse avec les voix des dizains considérablement augmentées? C'est une diminution d'autant plus étrange que les quatre représentants du clergé ne coûteront pas un liard à la caisse d'Etat. Et, ce qui constitue un nouvel affront à son adresse, pourquoi lui refuse-t-on les quatre députés qu'il a demandés dans son manifeste, ou du moins pourquoi ne laisse-t-on pas à Monseigneur les quatre voix qui lui sont reconnues et assurées par la constitution de 1815, quoiqu'on en ait pu dire.

Au nom du haut clergé du Valais :

Le comité central.

Sion, le 14 février 1839.

La constitution du 30 janvier fut acceptée le 17 février par les dizains du Bas-Valais, tandis que le Haut-Valais s'abstint de voter.

Mais sur l'instigation de la diète fédérale, cette constitution fut abolie. Un nouveau conseil de revision, représentant les sept dizains inférieurs, se réunit le 29 juillet à Sion et élabora, jusqu'au 3 août, une nouvelle constitution renouvelant les principales dispositions de la constitution du 30 janvier. Le clergé enverra deux représentants au Grand Conseil, l'évêque et un second délégué; les autres fonctions civiles et ecclésiastiques sont déclarées incompatibles. (Art. 20 et 66).

Relativement à l'école, la constitution met les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, St-Maurice et Brigue, à la charge de l'Etat et exige que l'enseignement public soit approprié aux besoins du peuple.

Le 24 août, le révérendissime évêque Maurice Fabien et le Chapitre de la cathédrale de Sion protestèrent contre un projet de constitution qui, en déclarant l'état ecclésiastique incompatible avec les fonctions civiles, prive les membres du vénérable clergé, sans leur consentement, d'une partie des droits de citoyen valaisan; contre un projet qui n'exprime point toutes les garanties que le clergé du diocèse a droit de demander et demanda expressément dans son manifeste du 7 janvier, pour la religion et l'exercice exclusif de son culte, pour le maintien de ses droits et des immunités ecclésiastiques, droits et immunités qu'il n'appartient à aucune autorité civile d'abroger, ni à nous d'y consentir.

La constitution fut adoptée, malgré cette protestation.

Après les troubles des années quarante, une nouvelle constitution vit le jour le 14 septembre 1844. L'article 3 garantit les droits du clergé séculier et régulier et le maintien des chapitres et des corporations religieuses existantes. La constitution reconnaît à l'évêque de Sion le droit d'être membre du Grand Conseil et accorde au clergé deux représentants au Grand Conseil. Il maintient d'ailleurs l'incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques. (Art. 21, 22 et 70).

L'enseignement dans les collèges ne peut être confié qu'à des personnes vouées à l'état ecclésiastique. (Art. 11). L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple. (Art. 12).

Cette constitution ne fut pas de longue durée non plus. Survint la guerre du Sonderbund et avec elle la

chute de l'ancien régime en Valais, proclamée dans une assemblée générale des citoyens du canton à la Planta, le 2 décembre 1847.

Elle décrète entre autres :

2. Les immunités ecclésiastiques sont abolies.

3. Il y a incompatibilité absolue entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles.

9. L'instruction publique est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé quant à l'enseignement religieux.

L'évêque de Sion, P.-J. de Preux, proteste contre cette dernière disposition dans une adresse au conseil de revision du 29 décembre 1847 : „L'autorité de l'Eglise, dit-il, sur l'instruction publique ne nous semble pas suffisamment reconnue dans l'article 9 de l'arrêté du 2 décembre. C'est pourquoi, tout en reconnaissant les droits de l'Etat sur l'enseignement, nous croyons devoir faire nos réserves en faveur de la part qui appartient à l'Eglise.“¹⁾

Cependant la nouvelle constitution, datée du 10 janvier 1848, ne prend point en considération cette protestation de l'évêque de Sion. Dans son article 8 elle déclare l'instruction publique obligatoire et reprend à la lettre la disposition 9 du 2 décembre citée plus haut.

La même constitution ne fait plus mention des garanties reconnues précédemment aux droits du clergé séculier et régulier, et ne parle pas du maintien des chapitres et des corporations religieuses. Ni l'évêque, ni le clergé n'ont de représentants au Grand Conseil. Les fonctions ecclé-

¹⁾ Protocole du Grand Conseil.

siaistiques sont déclarées incompatibles avec les fonctions civiles et même avec l'exercice des droits politiques. (Art. 69.)

La constitution du 23 décembre 1852 a un caractère un peu plus conciliant. Les dispositions relatives à l'instruction publique sont adoptées à peu près telles qu'elles avaient été formulées dans la constitution de l'année 1848. (Art. 8). Elle reconnaît au clergé l'exercice de ses droits publics, mais maintient l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques et civiles. (Art. 64). L'article 73 prévoit cependant, relativement à cette disposition, un concordat qui règlera les rapports entre l'Eglise et l'Etat.¹⁾ L'histoire ne nous dit pas que pareil concordat ait jamais été établi.

La faillite de la banque cantonale au commencement des années septante eut, entre autres, pour conséquence un changement de constitution, achevé le 26 novembre 1875. L'article 11 dit : „L'instruction publique est placée sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.“ La restriction des constitutions de 1848 et de 1852 sauvegardant les attributions du clergé quant à l'enseignement religieux, n'y figure plus.

La disposition relative à l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques et civiles est formulée dans l'article 76, dans les termes même de la constitution de 1852.

La charte fondamentale qui régit actuellement les destinées de notre canton, remonte au 8 mars 1907. L'article 13 de cette constitution est for-

¹⁾ Protocole du conseil de revision.

mulé ainsi : „L'instruction publique ainsi que l'enseignement primaire sont placés sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.“ Selon cette disposition, tout l'enseignement, soit publique soit privé, est exclusivement dans les attributions de l'Etat.

Quant à l'incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et civiles, elle fut pendant longtemps l'objet des délibérations et des débats de la commission de revision. Ces débats aboutirent dans la séance du 6 mars 1907, par 54 voix contre 48, au maintien de l'ancien article ainsi formulé : „Les fonctions ecclésiastiques et civiles sont incompatibles.“ (Art. 90).

II.

En novembre 1917, une motion fut déposée au Grand Conseil du canton du Valais demandant la suppression de l'article 90 de notre constitution cantonale, dont voici la teneur : „Les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles sont incompatibles.“

Dans la suite, le haut Conseil d'Etat s'adressa à feu Monseigneur Dr Jules-Maurice Abbet ainsi qu'au vénérable Chapitre pour leur demander quelle position ils comptaient prendre dans cette affaire.

De son côté, Monseigneur Abbet pria le Chapitre d'étudier la question et de lui soumettre, par écrit, sa manière de voir. Son successeur, Monseigneur Victor Bieler, réitéra cette demande.

Le vénérable Chapitre expose, comme il suit, son opinion sur le sujet qui nous occupe.

Avant d'aborder le fond de la question, qu'il nous soit permis de rappeler quelques vérités fondamentales de la doctrine catholique.

Dieu a destiné l'homme à une fin surnaturelle, au bonheur éternel.

Afin de permettre à l'homme d'atteindre sa fin, le Fils de Dieu est descendu sur la terre et a accompli le grand œuvre de la Rédemption.

Le Christ a aussi pourvu à ce que sa doctrine fût annoncée et les mérites de sa Passion appliqués aux hommes de tous les temps et de tous les pays.

Dans ce but, il a fondé ici-bas son Eglise et a déposé dans son sein tous les moyens nécessaires à notre salut : prédication de la vérité, célébration du saint sacrifice, administration des sacrements et direction des fidèles dans les voies du salut.

Or, pour que l'Eglise ne soit pas empêchée dans l'application de ces moyens de salut par des influences étrangères et puisse efficacement poursuivre et atteindre son sublime but, le Christ lui a donné la forme d'une société véritable, parfaite, complètement libre et indépendante dans son domaine, sur laquelle aucune puissance terrestre n'ait à exercer de contrainte.

L'Eglise a en particulier un droit incontestable sur l'éducation religieuse et morale et l'instruction des fidèles de tout âge et de toute condition; elle a donc aussi sur l'école des droits imprescriptibles, droits que le pouvoir civil ne saurait méconnaître ou restreindre sans offenser la justice.¹⁾

De ces vérités dogmatiques, nous tirons deux conclusions irréfutables :

1° L'Eglise et ses organes ont le devoir strict de sauvegarder leurs droits sur l'école et dans le cas où ceux-ci seraient menacés ou perdus, de pourvoir à leur sûreté ou de les recouvrer.

2° Les autorités laïques et même le peuple catholique tout entier sont tenus en conscience d'aider et de soutenir, dans la mesure de leurs forces,

¹⁾ Cf. V. Cathrein, S. J., *Philosophia moralis*, No 591, 1, 2, 3; No 595, 5; *Die Aufgaben der Staatsgewalten, ihre Grenzen*, chap. 8; l'Encyclique *Quanta Cura* rapportée au Syllabus de Pie IX, prop. 45 et 47; le *Nouveau Droit Canon*, Tit. XXII, en particulier les canons 1333, 1375, 1379, 1381, 1382.

l'Eglise dans la sauvegarde de ses droits, notamment de ceux qu'elle a sur l'école.

Examinons à la lumière de ces propositions l'article 90 de notre constitution cantonale.

Tout d'abord, il faut retenir que c'est sous l'influence de la révolution française (1798 et 1802), que cet article a été introduit pour la première fois dans notre constitution. Son origine est loin de témoigner en faveur de sa correction à l'égard de l'Eglise.

La majorité libérale le réintroduisit dans les constitutions de 1839, 1844 et 1848; elle justifiait cette mesure par le motif, depuis bien souvent répété par des conservateurs, qu'on voulait par là protéger le clergé, sauvegarder son prestige, sa considération et sa dignité. Il occupe un rang trop élevé pour se mêler des affaires temporelles. „Le clergé à la sacristie“ voilà à quoi reviennent toutes ces belles paroles.

L'Eglise est certes d'elle-même capable de veiller au maintien de la dignité du clergé. Or, voici ce que statue le canon 121 du Droit ecclésiastique : *Clerici omnes a servitio militari, a muneribus et publicis civilibus officiis a statu clericali alienis immunes sunt.* „Tous les clercs sont exempts du service militaire, des charges et obligations publiques civiles qui ne conviennent pas à l'état clérical.“

C'est à l'Eglise seule de juger quelles charges et obligations sont l'objet de ce canon.

Depuis longtemps déjà, le Saint-Siège a donné des directions précises touchant la participation du clergé aux assemblées législatives. L'article 139, § 4 du Droit Canon dit : „Les ecclésiastiques ne

peuvent briguer ni accepter le mandat de sénateur ou de député sans l'autorisation du Saint-Siège là où il l'a défendu et ailleurs sans la permission de leur évêque et en outre de l'Ordinaire du diocèse où l'élection a lieu."

Cette disposition du droit ecclésiastique ferme la porte à l'ambition de tout prêtre qui voudrait de son chef poser sa candidature. D'autre part, elle laisse en principe ces dignités accessibles aux ecclésiastiques; c'est à l'Ordinaire compétent à trancher la question d'opportunité.

Tel est le sens de l'Eglise.

Or, l'article 90 de la constitution cantonale va beaucoup plus loin que le Droit Canon. *A priori* il interdit aux ecclésiastiques l'accès aux charges que l'Eglise, imposant l'autorisation de l'évêque, les autorise à assumer et que dans certaines circonstances Elle doit même désirer les voir remplir, comme lorsqu'il s'agit de questions religieuses ou mixtes qui l'intéressent, ainsi le mariage et l'école, la sanctification du dimanche, etc.

Aussi Monseigneur Maurice-Fabien Roten a-t-il, en 1839, protesté énergiquement avec le Chapitre de la cathédrale contre la réintroduction de cet article dans la constitution cantonale. Il existe cependant une raison plus profonde pour réclamer la suppression de l'article 90; c'est qu'à l'envisager dans toute sa portée il est *hostile à la religion*.

En effet, si la situation politique venait à changer dans notre canton, ce qui n'est pas impossible, il pourrait entraîner la perte ou la suppression de l'école confessionnelle, de l'école catholique, ce bien si précieux entre tous pour un pays catholique.

Or, le droit sur l'école est un droit auquel l'Eglise ne saurait jamais renoncer. Donc, tout paragraphe qui restreint ce droit ou en rend l'exercice impossible est immoral et hostile à la religion. C'est précisément le cas de l'article 90, si on le rapproche de l'article 13 de notre constitution.

L'article 13 porte que „l'instruction publique ainsi que l'enseignement primaire privé sont placés sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.“

Ainsi l'enseignement public tout entier, non seulement l'école primaire publique, mais encore l'enseignement primaire privé relèvent exclusivement de la direction et de la haute surveillance de l'Etat. L'école revêt donc, d'après la constitution, le caractère d'une institution purement laïque et d'Etat et les instituteurs ne sont considérés que comme fonctionnaires de l'Etat.

Or l'article 90 déclare les fonctions ecclésiastiques et civiles incompatibles. Par conséquent, aucun prêtre remplissant quelque fonction ne peut revêtir une charge civile ou publique. Et comme l'école est affaire de l'Etat seul, il s'en suit que, de par notre constitution actuelle, les ecclésiastiques sont exclus de l'école.

Nous constatons avec gratitude que nos hauts pouvoirs publics n'ont pas tiré de ce paragraphe de notre constitution les conséquences que nous venons d'exposer. Nous sommes assurés, du reste, qu'aussi longtemps que le régime actuel durera, l'article dont nous parlons ne déploiera jamais ses pernicioeux effets.

On pourrait se demander de plus :

1) Est-il vraiment digne de la constitution d'un

pays catholique qui déclare, en tête de sa constitution, la religion catholique religion d'Etat, que le prêtre ne puisse pénétrer dans l'école que par grâce et, de fait, contre la constitution?

2) Qu'arriverait-il si jamais un père malintentionné s'avisait de recourir à Berne, en se basant sur la constitution, contre la présence du curé au sein de la commission scolaire ou son enseignement du catéchisme à l'école? Dans quel sens le Conseil fédéral, qui doit s'en tenir strictement à la lettre de la constitution en vigueur, se prononcerait-il? En quelle position se trouverait notre gouvernement cantonal, spécialement le Département de l'Instruction publique?

Poser ces questions, c'est les résoudre. De fait, la loi scolaire assure à l'ecclésiastique une place dans la commission scolaire et la loi scolaire se met par là même en opposition manifeste avec la constitution et par conséquent le paragraphe en question de cette loi se trouve sans valeur et sans force.

3° Quelle garantie avons-nous qu'à l'avenir notre pays aura toujours à sa tête un gouvernement catholique qui, nonobstant l'article de la constitution hostile à l'Eglise, permettra au prêtre de visiter l'école?

Notre pays traverse de nos jours une période de transition; il est donc possible que, dans un avenir assez prochain, notre canton ne sera plus gouverné par des autorités bien disposées à l'égard de la religion. Si donc les articles hostiles à l'Eglise ne sont pas retranchés dès maintenant,

il ne sera alors plus nécessaire de faire des lois antireligieuses, ces lois existant déjà.

Alors aussi il en sera fait de l'école confessionnelle en Valais. Elle aura vécu, car l'on n'hésitera pas à tirer aussitôt parti des articles de la constitution hostiles à l'Eglise, à interdire au prêtre l'entrée de l'école et à l'exclure des commissions scolaires.

On dira peut-être : Lorsqu'un régime mal disposé à l'égard de l'Eglise sera au pouvoir, il va de soi que l'article incriminé sera réintroduit dans la constitution. A quoi nous répondons : Cela n'est rien moins qu'évident, car un gouvernement hostile à l'Eglise ne pourrait l'obtenir que par un vote populaire. Or, il est fort douteux que, dans sa majorité, le peuple, préalablement éclairé, adopte cette mesure.

Par contre, il sera alors très difficile d'éliminer de la constitution ces articles déjà entrés en vigueur, cela ne pouvant guère se faire sans le concours du gouvernement.

Suffirait-il du moins pour sauvegarder le droit de l'Eglise sur l'école, de supprimer l'article 19 de la constitution? Non, car l'enseignement primaire public est déjà, en vertu de la constitution fédérale, soumis à la direction de l'Etat. Par conséquent, de par l'article 90 de notre constitution mise en rapport avec la constitution fédérale, le prêtre est de fait exclu de l'école.

Il n'existe donc pour sauver l'école catholique aucun autre moyen que la suppression de l'article 90, et de ces considérations naît pour tous ceux qui peuvent y contribuer un sérieux devoir de

conscience de le faire dans la mesure de leurs forces.

Que l'on n'objecte pas que l'élimination de cet article pourrait susciter des difficultés au clergé. Des communes hostiles au prêtre pourraient nommer le curé membre du conseil municipal et lui imposer des fonctions peu conformes à sa dignité.

De tels faits ne se produiraient que rarement ou jamais. Il y aurait lieu alors pour l'autorité diocésaine d'intervenir contre un tel abaissement du prêtre, et peut-être de déplacer le curé. En tout cas, cela ne constituerait pas une raison suffisante pour abandonner le droit imprescriptible de l'Eglise sur l'école.

D'ailleurs les canons 121 et 139, § 4, du Droit ecclésiastique nous indiquent assez, comment on peut sauvegarder la considération du clergé. Notre pays, où la religion catholique est la religion d'Etat, devrait se faire un devoir de respecter dans sa législation les immunités ecclésiastiques. Ainsi l'on pourrait faire figurer dans la loi d'introduction l'article suivant : Les ecclésiastiques ne peuvent être astreints à accepter les charges civiles. De la sorte, la volonté de l'Eglise serait respectée et la difficulté résolue.

Mais l'article 13 de la constitution cantonale blesse lui aussi les droits de l'Eglise, leur est opposé.

Qu'on ne dise pas qu'il serait impossible de renoncer à cet article, attendu que la constitution fédérale le fait sien en statuant que „l'enseignement populaire public est du ressort des cantons.“

Pourquoi, alors que l'on aurait très bien pu ne

pas introduire cette disposition dans notre constitution, lui a-t-on même, donné une plus grande portée? Notre article 13 place l'enseignement public tout entier, donc aussi l'enseignement supérieur, sous la direction et la haute surveillance de l'Etat, tandis que la constitution fédérale ne parle que de l'enseignement primaire. Pareille disposition est non seulement superflue, mais encore contraire au droit naturel. Si de fait notre gouvernement n'en a pas tiré toutes les conséquences, la faute n'en est vraiment pas à la loi.

Notre article 13 place aussi l'enseignement privé sous la direction et la haute surveillance de l'Etat; il va donc, sur un point très important, plus loin que la constitution fédérale, puisque celle-ci ne touche pas à l'enseignement privé. Si jamais un régime hostile à l'Eglise devait placer l'école sur le terrain anticonfessionnel, comment les parents catholiques pourvoiraient-ils à l'instruction de leurs enfants, puisque l'Etat peut étendre la main même sur l'école privée?

Il y a quelques années, le gouvernement de Bâle fermait les florissantes écoles des catholiques. Or l'article de loi sur lequel il se basait pour prendre cette mesure inique et notre article 13 se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Un jour viendra peut-être où nos écoles privées seront notre dernière ressource et notre salut, à condition toutefois que l'on supprime l'article 13 ou du moins qu'on le ramène aux proportions de l'article de la constitution fédérale.

Telles sont les raisons qui nous font demander

la suppression de l'article 90 et tout au moins la modification de l'article 13.

Nous n'empiétons pas pour autant sur le domaine profane. Avant tout, il s'agit de l'école catholique sur laquelle l'Eglise a un droit inaliénable. Pour la défense de ce droit, de nombreux prêtres et évêques ont, au cours des temps, subi la persécution, l'emprisonnement et l'exil, des laïcs éminents ont fait preuve d'une énergie, d'un enthousiasme et d'une constance admirables.

Sur ce terrain vraiment religieux, les laïcs catholiques et les chefs de notre peuple sauront se retrouver avec le clergé du diocèse de Sion.



